L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 26 NOVEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN, 26 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par S. Guinault, rue Dauphine, entre Dumaine et St-Philippe—Articles de ménage.
Par B. M. Turnbull, à l'Hôtel de Ville—Les revenus des marchés pour le mois de décembre.
Par G. Lisaunont, au No 89 de la rue de Chartres — Articles de toilette, habillements, chapeaux, casquettes, bottes et souliers.
Par Hoffman, Marks & Co., au No 36 de la rue de Chartres — Marchandises sèches, lingerie et rubans

SPECTACLES.

Mercredi, 26 Novembre 1873.
AU CROMIR.—Neck and Neck.

La Convention du Peuple.

La Convention du peuple de la Louisiane n'est ajournée, hier, après deux jours de séance. Composée des citoyens les plus honorablement connus de la ville et des paroisses, cette assemblée représentait réellement la population louisianaise. Ses travaux ont été conduits avec calme et dignité, et ses résolutions ont été sagement restreintes au sujet qui avait motivé la convocation de la Convention par le Comité des soixante-dix.

C'est une consolation et un encouragement pour nous, dans la situation où nous nous trouvons, que de voir l'harmonie qui a présidé aux délibérations des délégués du peuple, et l'unanimité qui existe parmi tous ceux qui sont opposés à l'usurpation Kellogg. Nos adversaires ont dû être impressionnés par le caractère imposant qu'ont présenté les réunions de la salle Grünewald, par le fond et la forme des résolutions adoptées et par l'excellence des choix faits pour la formation du Comité qui est chargé d'aller soutenir les demandes de la Louisiane à Washington. M. Kellogg et ses complices doivent comprendre qu'ils n'ont pas partie gagnée ; ils ont la possession pour eux, cela est vrai, mais ils n'ont ni la bonne foi ni la légalité et, s'il y a une justice à Washington, ils perdront leur procès.

Nous n'avons plus qu'à attendre patiemment l'issue de ce procès, mais nous pouvons attendre avec la satisfaction de savoir que la défense de nos droits et de nos intérêts est confiée à des hommes honorables, habiles et dévoués qui ne négligeront rien pour assurer le triomphe de notre cause.

La convention du peuple a pleinement répondu à ce que le peuple attendait d'elle ; elle a bien mérité de tous les honnêtes gens. Nous en dirons autant du comité des 70 qui a travaillé avec un zèle au-dessus de tout éloge à préparer le dossier du procès.

NOMINATIONS CONSULAIRES.—Nous trouvons dans le *Memorial Diplomatique* diverses nominations consulaires qui intéressent nos lecteurs.

M. Fauconnet, vice-consul de France à Galveston, qui a géré à différentes reprises le consulat de la Nouvelle-Orléans, notamment depuis le départ de M. Godeaux, est promu au grade de consul de seconde classe et envoyé en cette qualité, à Panama. Nous pensons qu'il restera à son poste actuel jusqu'à l'arrivée de son successeur.

Voici les nominations dont il s'agit :

M. Fauconnet (Charles Prosper), vice-consul de France à Galveston, est nommé consul de seconde classe à Panama, en remplacement de M. de Saint-Charles ;

M. Micheau (Emile), chancelier de 2e classe en disponibilité par suite de suppression d'emploi, est appelé en la même qualité, à la chancellerie du consulat de France à la Nouvelle-Orléans, en remplacement de M. Dupré, décédé.

Les agences consulaires rétribuées de Manchester, de Galveston et de Cincinnati sont supprimées.

Des agences consulaires rétribuées sont instituées à Ostende, à Philadelphie et à Chicago.

M. Ravin d'Elpeux (Célestin Auguste), agent vice-consul de France à Cincinnati, est nommé en la même qualité à Philadelphie ;

M. Carrey (Edmond), agent vice-consul en disponibilité, est nommé agent vice-consul de France à Chicago.

FRANCE.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Dans la séance du 6 novembre, M. Buffet a été réélu président de l'Assemblée par 388 voix sur 393 votants; la gauche toute entière s'est abstenue.

On a élu ensuite les vice-présidents et les secrétaires.

C'est dans cette séance que M. Léon Say a présenté sa demande d'interpellation au ministère "sur la non convocation des collèges électoraux dans les départements où il y a des sièges vacants."

Le télégraphe nous a appris, hier, que cette demande a été repoussée par la Chambre, par un vote de 361 contre 314.

Dans la séance du 7, M. Buffet, en prenant place au fauteuil, a prononcé l'allocution suivante :

Messieurs,

Permettez moi de vous remercier du haut témoignage de confiance dont vous m'avez honoré en m'appelant à votre tête. Dans les circonstances si graves et si solennelles où se trouve le pays, l'honneur de diriger les débats de cette Assemblée est plus grand que jamais ; mais aussi la responsabilité est plus grande aussi.

L'autorité dont votre président est investi n'a qu'un seul objet : assurer la liberté, la régularité, le calme et la sécurité de vos délibérations. Cette autorité serait altérée dans son véritable caractère, contre la volonté même de celui qui l'exerce, si elle devait être souvent employée à sa propre défense. Elle est votre garantie à tous; vous avez tous un égal intérêt à ce qu'elle soit respectée, (Marques d'approbation.)

Cette considération ne vous paraîtra peut-être pas inopportune au moment où l'Assemblée, abordant la seconde partie de sa tâche, va chercher à donner un pays, comme je vous le disais au mois d'avril dernier, toutes les garanties de sécurité et d'avenir qu'il est aujourd hui en son pouvoir de lui procurer.

Les questions qui seront débattues ici touchent aux convictions les plus profondes de chacun de nous ; elles excitent dans les âmes des mouvements dont on se défie d'autant moins que la cause en est plus noble et plus désintéressée.

Notre devoir cependant est de dominer ces émotions et de diriger les propositions qui nous seront soumises avec calme et recueillement. Vous assurerez ainsi à vos décisions toute leur autorité morale.

Quand vous aurez prononcé, au droit de discussion succédera le devoir de l'obéissance, qui ne sera méconnu par aucun bon citoyen. ... (Très bien ! très bien !)

Sans doute ces résolutions pourront imposer des sacrifices à plusieurs d'entre nous ; mais ces sacrifices leur seront assez et leur paraîtront honorables s'ils connaissent qu'ils les font non pas à un parti, mais à la France elle-même. (Vives marques d'approbation.)

On a souvent, trop souvent, selon moi, parlé de nos divisions. Je ne les conteste pas, mais j'ajoute que, dans toutes les circonstances décisives, notre amour du pays les a effacées. Vous continuerez, messieurs, à vous inspirer de votre patriotisme. Nous ne manquerons pas d'ailleurs, j'en ai la ferme espérance, pour l'accomplissement de notre tâche, du secours si nécessaire que vous avez plusieurs fois solennellement imploré. Dieu protégera la France !

FOIRES ET EXPOSITIONS.—L'excitation à propos de foires et d'expositions dans les grandes villes est passée pour cette saison, mais l'agitation ou le mouvement qu'on se donne, pour avoir des billets de la loterie-concert de la bibliothèque publique du Kentucky, augmente tous les jours d'une manière considérable. Le concert a lieu le 3 décembre, et chacun veut avoir une chance pour ces $1,500,000 en greenbacks, qui doivent être distribués parmi les détenteurs de billets de loterie. Pour être sûr d'avoir un billet, il faut en faire la demande immédiatement. Le gouverneur Bramlette donnera à tous une chance égale tant que la somme de ces billets ne sera pas épuisée.

—Linge de dessous, chaud, pour messieurs, pardessus et autres vêtements confectionnés, d'hiver, pour jeunes garçons et pour enfants, chez B. T. Walsh, 130, rue du Canal.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — On donnait hier soir la troisième représentation de *La Favorite*. M. Gadilhe remplaçait M. Guaymard. M. Pfeiffinger tenait le rôle de Balthazar qui avait été confié à M. Mayan aux deux premières représentations.

A peu de choses près, la salle était aussi bien garnie que le soir de la réouverture du théâtre. En présence de cette nombreuse assemblée, les artistes ont rivalisé de talent.

Décidément la foule s'habitue au chemin de l'Opéra ; plus elle entendra chanter comme nos artistes l'ont fait hier, plus elle s'y portera avec empressement. M. Devoyod a été applaudi avec chaleur, et rappelé d'une voix unanime. Mlle Denain et M. Gadilhe ont supérieurement chanté tout le dernier acte ; la foule enthousiasmée leur a fait répéter le grand air de la fin *Va dans une autre patrie*.

Demain, reprise du *Trouvère*. M. Devoyod chantera dans le rôle du *Comte de Luna*, M. Gadilhe dans celui de *Manrique*, et M. Mayan dans celui de *Ferrand*. Mme Fursch-Madier remplira le rôle de Léonore, et Mlle Denain celui d'Azucena.

La seconde MATINÉE aura lieu samedi ; on jouera *L'Article 47*.

CONCERT.—Un grand concert vocal et instrumental a eu donné ce soir dans la salle du Lycée, au bénéfice du *Central Congregational Church*. Nous remercions le comité d'arrangements de l'invitation qu'il nous a envoyée.

LOUISIANE.

Correspondance de l'Abeille.

NATCHITOCHES, 17 nov. 1873.

MM. les Editeurs,

A nos jours si pleins de péripéties et d'angoisses a succédé un temps plus calme. Natchitoches a repris son allure tant soit peu affairée, et chacun se ressent du changement. On se rencontre, on se coudoie, on se félicite mutuellement, comme si un grand danger avait été évité. Et ste maintenant le quart d'heure de Rabelais, la carte à payer.... Il est vrai qu'avec une émission de papier de ville, allant *crescendo*, beaucoup règlent leur quote-part sans trop sourciller.

Les cotons arrivent de toutes parts, mais, vu la crise monétaire et un marché encore bien incertain, les acheteurs se montrent résolutrants et peu empressés à accaparer un produit offrant si peu de sécurité.

En attendant, nos cours de Paroisse et de District sont en permanence et les avocats se remuent bel et bon. Jugements sur jugements vont pleuvoir sur notre pauvre population, déjà si imployablement lacérée par des taxes arriérées de toutes sortes ; beaucoup seront sacrifiées, car, en définitive, il faut régler. Chacun avoue que la situation est bien critique et pense que nous sommes à la veille d'une de ces crises dont il est impossible de calculer la portée, ainon la durée.

L'espérance du passé va porter un coup terrible au système de crédit, et combien peu d'habitants seront en mesure d'entreprendre une récolte l'année prochaine! Le courage ne manque pas, mais le travail devient une énigme de plus en plus difficile à résoudre.

Les nouvelles de Colfax occupent l'attention publique. Il y a sans doute beaucoup d'exagération de part et d'autre Néanmoins, cet état de choses peut amener des complications, souvent difficiles à prévoir et que des hommes sensés devraient éviter. Inutile de cacher qu'une grande effervescence se manifeste partout.

Des lettres particulières de Shreveport accusent une mortalité de 1300 personnes.

La semaine dernière, la Convention républicaine pour la nomination d'un membre au Congrès pour notre district, nous a amené une nombreuse délégation, parmi laquelle se trouvait notre lieutenant-gouverneur. Une affluence pareille ne fut fait remarquer partout. Tout s'est passé convenablement.

Il y a quelques jours, votre journal reproduisait un article du COTTON Boll, au sujet des résultats obtenus par M. J. Revillon, un de ces hommes pratiques et expérimentés, si rares dans notre Louisiane. Si, comme il le dit, la JUTE détruit le COTON, cette plante est destinée à devenir populaire chez nous, et M. Revillon aura droit à notre reconnaissance. Votre correspondant serait auxieux d'en faire l'essai, si, par votre entremise, il pouvait se procurer du plant.

[Agréez etc., L. D.

LES NOMINATIONS DE KELLOGG A MANDEVILLE.—Nous recevons de Mandeville la lettre suivante qui indique avec quel sans gêne notre usurpateur traite le peuple de la Louisiane :

Mandeville, le 22 novembre 1873.

M. l'Editeur,

La ville de Mandeville vient d'être récompensée par le gouverneur Kellogg, pour avoir voté le ticket fusionniste. Lors d'une élection tenue au mois d'août dernier, pour un maire et cinq aldermen, le dépouillement du scrutin avait donné, vers une heure, 54 voix à la liste fusionniste et 14 aux candidats républicains, comme l'ont prouvé les votes comptés après que la boîte du scrutin eût été brisée par un M. Bosque, à cause du refus des commissaires de laisser voter M. Desloudes, secrétaire d'Etat, qui était venu se reposer de ses travaux à Mandeville. M. Desloudes menaça de faire faire les nominations à son choix.

Un nouveau vient du nom de Leet, étranger qui nous a gratifié d'un petit journal appelé le *Ware* et qui avait voulu, à toute force, obtenir du Conseil une subvention de $250 pour imprimer quelques ordonnances, s'étant vu refuser cette subvention, se fâcha tout rouge, et menaça, lui aussi, de faire nommer un conseil de son choix, mais l'absence du grand maître avait tout retardé.

Mais voilà que, depuis quelques jours, nous sommes gratifiés de ces nominations. Sur les cinq aldermen et un maire, il y a cinq noms, tous illettrés et étrangers; le maire est un vieux nègre.

Maire et aldermen, tous ensemble, ne paient pas trois piastres de taxes ; et ils auront à légiférer sur les propriétaires blancs qui paient plus des neuf dixièmes des taxes ; ils ont ont déjà nommé pour leur secrétaire, Leet, le gazettier. Il obtiendra sans doute ses $250 pour impressions. C'est le commencement—VERITAS.

Voici les noms des élus de Kellogg : maire, Israel Jones ; aldermen, Rev. Levy Johnson, Sam. Robinson, Joseph Matthews, Joseph Dulnay.

Nous empruntons à la *Sentinelle* de Thibodeaux les paragraphes suivants :

Beaucoup de planteurs ont terminé leur coulaison, et ceux-là comme vous pensez, n'ont pas été favorisés par le rendement. A tel point que celui qui comptait faire cent boucauts a fait qu'une quarantaine, que celui qui pensait en faire quatre cent n'en fait que cent cinquante, etc. Cependant de ces malchanceux il se trouve des veinards, un petit nombre il est vrai, mais il s'en trouve. Par exemple on nous rapporte qu'à Raceland 100 arpents de cannes ont donné 120 boucauts de sucre, et que Messieurs Howell & Nowell ont obtenu un boucaut et demi l'arpent. Il y en a quelques autres qui se trouvent dans cette catégorie, mais ils sont si rares qu'il ne faut pas s'étonner s'ils passent inaperçus.

—Mardi dernier, pendant que le vent soufflait avec violence, la maison de résidence de l'habitation "Magnolia Grove", située à la station Terrebonne, appartenant autrefois à Mme Tanner, et depuis devenue la propriété de M. Gragin, a été détruite par le feu, durant la journée.

Dans la soirée de la même journée, le feu s'est déclaré dans le bois de corde employé pour la roulaison dans la sucrerie de Mme veuve Thibaut, et, avant qu'on ait pu s'en rendre maître, il avait déjà consumé plusieurs cordes.

—Dimanche dernier, le train de passagers de la ligne Morgan, venant de la Nouvelle-Orléans, a coupé en deux un homme de couleur étendu sur la voie, entre la station Raceland et celle du Lafourche Crossing. Le coroner s'est transporté sur les lieux. D'après ce qu'on rapporte, un mandat d'arrestation aurait été lancé contre l'ingénieur qui, ce jour-là, conduisait le train.

—Nous lisons dans le *Lafayette Advertiser* :

Mardi dernier, un jeune homme nommé Albert Delahoussaye, étant à la chasse et par inadvertance ayant mis double charge dans un des canons de son fusil, son arme creva entre ses mains, et il eut deux doigts de la main gauche emportés, le Dr. Hopkins en fit l'amputation et nous apprenons que l'accident n'aura pas de suites très graves.

—Une des plus vieilles résidentes de notre paroisse, Mme Yve Jean Dominguez, compagne d'un de ces hardis aventuriers qui étalent venus s'établir dans nos riches plaines des Attakapas, est décédée mercredi, 12 courant, à l'âge de 86 ans. Une foule nombreuse, composée principalement de ses enfants et petits-enfants l'accompagnaient, jeudi-dernier, à sa dernière demeure.

—Le gouvernement prussien organise une flotille de moniteurs cuirassés d'un tirant d'eau de cinq pieds, et armés de deux canons de 14 centimètres, qui stationneront à Cologne et servironl à la défense du Rhin ; ils pourront le remonter jusqu'à Mayence.

Les deux premiers seront terminés dans trois mois.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La Convention du Peuple.

SECOND JOUR.

La Convention est appelée à l'ordre, à dix heures et demie, par le président, M. W. P. Egan, de Caddo, qui déclare que le comité a été chargé de préparer les résolutions, ne sera pas prêt à présenter son rapport avant cinq heures.

Sur motion de M. Carleton Hunt, la séance est donc levée jusqu'à midi.

A midi, le maillet du président se fait encore entendre et les membres reprennent leurs sièges qu'ils avaient quittés un instant.

M. Girod, délégué de la paroisse Lafayette, s'avance dans la salle et montre ses lettres de créance au comité de vérification de pouvoirs, qui l'accepte sans difficulté.

M. R. H. Marr, d'Orléans, président du comité de résolutions, lit alors le rapport de son comité.

Il passe en revue l'histoire des dernières élections et dénonce énergiquement le gouvernement usurpateur actuellement à la Louisiane par les baïonnettes fédérales.

Il prouve que Kellogg et Antoine n'étaient même pas éligibles, quand ils ont soutenu, l'un à la place de gouverneur et l'autre à la place de lieutenant-gouverneur ; puisque le premier était, au moment des élections, un sénateur des Etats-Unis, et le second un collecteur de la Douane.

M. Marr présente aussi les résolutions suivantes, au nom du comité dont il est le président :

Résolutions.

1. Résolu que le peuple de la Louisiane, représenté par cette Convention, proteste solennellement, au nom de nos libertés constitutionnelles, contre le gouvernement de Kellogg, qui n'est qu'une usurpation et a été établi en violation de la Constitution et des lois de l'Etat, au détriment de nos intérêts les plus matériels et au mépris du droit incontestable que nous avons tous de nous gouverner nous-mêmes.

Nous déclarons que ce gouvernement, qui nous a été imposé et qui a été maintenu jusqu'ici par les autorités fédérales, n'a pas droit à notre respect et à notre obéissance ; que, le peuple de la Louisiane ne s'est soumis, que parcequ'il ne voulait pas se mettre en conflit avec les armées des Etats-Unis ; et que, quoique nous n'ayons pas eu recours à la violence pour résister à ce gouvernement, qui nous prive de nos droits de citoyens et qui fait tous les véritables esclaves d'un pouvoir absolu, nous devons à notre dignité de déclarer publiquement à nos concitoyens des autres Etats de l'Union américaine et au gouvernement fédéral, que nous n'avons jamais cessé de résister à cette usurpation, et que nous prétendons y résister encore par tous les moyens en notre pouvoir, sauf, seulement, par la force.

2. Résolu, que, si cette usurpation continue à être maintenue, le peuple de chaque Etat de l'Union devra s'attendre à être, comme nous, menacé d'un pareil outrage, toutes les fois que les intérêts du parti dominant l'exigeront. Le gouvernement des Etats ne dépendra plus alors que de la volonté toute-puissante d'un pouvoir centralisateur, et le droit qu'a le peuple de se gouverner lui-même, cessera, de ce moment, d'exister.

3. Résolu, que l'outrage sans parallèle qui a été commis à l'égard de la Louisiane, au mépris de la volonté du peuple, est spécialement avant l'intervention arbitraire des autorités fédérales dans nos affaires locales, ainsi qu'il a été prouvé, et ainsi que l'a proclamé le comité d'enquête du Congrès, lui-même.

Le plus simple justice exige donc que le Congrès national nous accorde une réparation.

4. Résolu, que notre sénateur, et que nos membres du Congrès, représentant l'Etat en général et nos différents districts, soient requis de se trouver à Washington, pour assister à l'ouverture des deux Chambres, afin de réclamer leurs sièges et de faire valoir leurs droits.

5. Résolu, que nos estimables concitoyens, MM. A. Campbell, Randell Hunt, R. H. Marr, H. W. Ogden et William S. Spencer, soient désignés pour faire partie d'un comité, chargé de représenter la Louisiane à Washington et de soumettre un mémoire au Congrès, pour protester contre l'usurpation de Kellogg et pour réclamer nos franchises et les libertés qui nous sont garanties par la Constitution des Etats-Unis.

6. Résolu, que le mémoire préparé par le comité de soixante-dix et adressé au président et aux membres du Sénat, à l'orateur et aux membres de la Chambre des Représentants du Congrès national, apporté à Washington et y soumettre ce mémoire au Congrès, pour protester contre l'usurpation de Kellogg et pour réclamer nos franchises et les libertés qui nous sont garanties par la Constitution des Etats-Unis.

6. Résolu, que le mémoire préparé par le comité de soixante-dix et adressé au président et aux membres du Sénat, à l'orateur et aux membres de la Chambre des Représentants du Congrès national, apporté à Washington et y soumettre ce mémoire au Congrès, pour protester contre l'usurpation de Kellogg et pour réclamer nos franchises et les libertés qui nous sont garanties par la Constitution des Etats-Unis, et le second au collecteur de la Douane.

M. Marr présente aussi les résolutions suivantes, au nom du comité dont il est le président :

Résolutions.

1. Résolu que le peuple de la Louisiane, représenté par cette Convention, proteste solennellement, au nom de nos libertés constitutionnelles, contre le gouvernement de Kellogg, qui n'est qu'une usurpation et a été établi en violation de la Constitution et des lois de l'Etat, au détriment de nos intérêts les plus matériels et au mépris du droit incontestable que nous avons tous de nous gouverner nous-mêmes.

Nous déclarons que ce gouvernement, qui nous a été imposé et qui a été maintenu jusqu'ici par les autorités fédérales, n'a pas droit à notre respect et à notre obéissance ; que, le peuple de la Louisiane ne s'est soumis, que parcequ'il ne voulait pas se mettre en conflit avec les armées des Etats-Unis ; et que, quoique nous n'ayons pas eu recours à la violence pour résister à ce gouvernement, qui nous prive de nos droits de citoyens et qui fait de nous les véritables esclaves d'un pouvoir absolu, nous devons à notre dignité de déclarer publiquement à nos concitoyens des autres Etats de l'Union américaine et au gouvernement fédéral, que nous n'avons jamais cessé de résister à cette usurpation, et que nous prétendons y résister encore par tous les moyens en notre pouvoir, sauf, seulement, par la force.

2. Résolu, que, si cette usurpation continue à être maintenue, le peuple de chaque Etat de l'Union devra s'attendre à être, comme nous, menacé d'un pareil outrage, toutes les fois que les intérêts du parti dominant l'exigeront. Le gouvernement des Etats ne dépendra plus alors que de la volonté toute-puissante d'un pouvoir centralisateur, et le droit qu'a le peuple de se gouverner lui-même, cessera, de ce moment, d'exister.

3. Résolu, que l'outrage sans parallèle qui a été commis à l'égard de la Louisiane, au mépris de la volonté du peuple, est spécialement avant l'intervention arbitraire des autorités fédérales dans nos affaires locales, ainsi qu'il a été prouvé, et ainsi que l'a proclamé le comité d'enquête du Congrès, lui-même.

Le plus simple justice exige donc que le Congrès national nous accorde une réparation.

4. Résolu, que notre sénateur, et que nos membres du Congrès, représentant l'Etat en général et nos différents districts, soient requis de se trouver à Washington, pour assister à l'ouverture des deux Chambres, afin de réclamer leurs sièges et de faire valoir leurs droits.

5. Résolu, que nos estimables concitoyens, MM. A. Campbell, Randell Hunt, R. H. Marr, H. W. Ogden et William S. Spencer, soient désignés pour faire partie d'un comité, chargé de représenter la Louisiane à Washington et de soumettre un